

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention des risques  
environnementaux

IC n° 2003/4759  
LM

**ARRÊTÉ**  
portant autorisation environnementale d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 1er février 2019 et complétée le 24 mai 2019 par l'E.A.R.L. VINCENT représentée par Monsieur Alain VINCENT, siège social Le Gueudet, à GOUDELIN en vue d'effectuer à la même adresse :
- l'extension de l'élevage porcin pour un nouvel effectif de 4495 animaux équivalents la construction d'extensions aux bâtiments existants, d'un bâtiment sur racleur et la mise à jour du plan d'épandage et de la gestion des déjections ;
- VU la saisine de l'autorité environnementale le 12 mars 2019 ;
- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 6 février 2019 ;
- VU la saisine du service départemental d'incendie et de secours le 6 février 2019 ;
- VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 6 février 2019 ;
- VU la consultation des conseils municipaux de Bringolo, Gommenech, Goudelin, Lannebert, Lanvollon, Pléguien, Plélo, Tréguide, Tressignaux ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 octobre 2019 au 6 novembre 2019 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Goudelin pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- VU le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 9 décembre 2019;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 31 janvier 2020;

CONSIDÉRANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a produit un avenant permettant de répondre aux avis émis par les services consultés ;

CONSIDÉRANT que le plan de gestion des déjections répond à la réglementation en vigueur ;

CONSIDÉRANT que la performance globale des émissions d'ammoniac sur le site d'élevage après projet permettra de garantir un niveau de résultat supérieur à ce qu'exige l'approche bâtiment par bâtiment (MTD), et qu'une demande de dérogation pour les bâtiments post sevrage et gestantes a été sollicitée;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor ,

## ARRÊTE :

### Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 19 septembre 1994 est abrogé.

1.1. - L'EARL VINCENT, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit «Le Gueudet» sur la commune de GOUDELIN est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 1795 animaux équivalents (A.E.) et 2700 emplacements de porcs de production de 30 kg.

#### 1.2. - Nature des installations

##### 1.2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, N C	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	Elevage intensif	Elevage de porcs	Nombre total d'emplace- ments	b) > 2000	1 place = 1 emplacement	2700	Emplacements
2102	1	E	Elevage, vente, transit, etc. de porcs	Elevage	Animaux- équivalents	> 450	Reproducteur = 3 AE Porcelet sevré = 0,2 AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1AE	1795	AE

*A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)*

*\* Cette rubrique ne tient pas compte des animaux classés au titre de la rubrique 3660.*

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale qui s'appliquent à l'exploitation sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 b	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

1.2.2. - Activités soumises à une rubrique de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux activités IOTA

En application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement :

N°	Libellé de la rubrique	Unité de critère	Seuil de critère	Volume/sur-face demandée	Régime
1.1.2.0	Prélèvement permanent ou temporaire issu d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère	Volume total prélevé en m3/an	> 10 000 < 200 000	12 923 m3	Déclaration
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet.	Surface	1 à 20 ha	1,7 ha	Déclaration

1.2.3 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
GOUDELIN	Porcin	ZE	100-101-103-104-105

#### 1.2.4. - Effectifs autorisés

Type de production	Animaux équivalents		Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers)
Truies, verrats, cochettes saillies	AE maternité : 336 AE AE gestante-verraterie : 1149 AE		495	450
Porcs charcutiers (>30kg)	1692	2700 emplacements	1692	5350
Porcs charcutiers (>30kg) avec raclage en V	1008		1008	3150
Porcelets	280 AE		1400	12500
Quarantaine	30			

#### 1.2.5. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### Article 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

#### 2.1. - Effectifs

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement, ...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

#### 2.2. - Alimentation biphasé

2.2.1. - L'alimentation biphasé est maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.2.2. - L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

### Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'exploitation du système TRAC ou raclage en « V »

#### 3.1. - Répartition de l'élevage

Conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, l'élevage est composé d'une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête du lisier par raclage en « V » (système TRAC) des places engraissement précisées dans l'article 1 (ce système produit deux coproduits ci-après dénommé « résidus organiques » et « urines ») ;
- un hangar de stockage du résidu organique produit ;

3.2. - Les inspecteurs des installations ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

3.3. - Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, est placé :

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits après raclage.

3.4. - Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.5. - Des prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières doivent être effectués.

3.6. - Débits et flux de pollution entrant dans le raclage en « V »

Lisier brut	Flux annuel maximal
N Global	8694 kg
P2O5	4284 kg

3.7. - Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits

3.7.1. - coproduits à transférer

Résidus organiques	Flux annuel
Tonnage	348 t
N Global	4946 kg
P2O5	3780 kg

3.7.2. - co-produits à épandre

Urine issue du TRAC	Flux annuel
Volume	927 m3
N Global	3749 kg
P2O5	504 kg

3.8. - Autosurveillance : suivi

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement (raclage en « V ») ;

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;

Les vérifications et les mesures de volumes sont consignées par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

3.9. - Autosurveillance : bilan matière

3.9.1. - L'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières semestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes des urines issues du TRAC ;
- une analyse des urines issues du TRAC (MS, NK, Pt, K2O). L'échantillon doit être représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation) ;
- un bilan des volumes du résidu organique ;
- une analyse des résidus organiques (MS, NK, Pt, K2O). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus ;

Les bilans sont adressés semestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.

3.10. - Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant.

#### **Article 4: Prescriptions particulières en matière de stockage, de transfert et d'épandage des coproduits et urines issus du raclage en « V »**

- 4.1. - Les urines issues du TRAC doivent être stockées dans une fosse d'un volume total de 1000 m<sup>3</sup>.
- 4.2. - Les résidus organiques doivent être stockés dans un local couvert de 260 m<sup>2</sup>.
- 4.3. - Tous les ouvrages de stockage doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.
- 4.4. - Les épandages de coproduits et des urines doivent être consignés dans un cahier d'épandage. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.
- 4.5. - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise n'est pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.
- 4.6. - Le transport des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage.

#### **Article 5 : Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement**

La mise en service du système de traitement par raclage en « V » doit être réalisée dès la mise en service des 1008 places engraissement à créer dans la porcherie n°7.

#### **Article 6 : Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers**

6.1. - Conformément aux plans et données techniques annexés à la demande, l'élevage comporte une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant deux coproduits ci-après dénommés « lisier centrifugé » et « résidus organiques ») ;
- un hangar de stockage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier centrifugé traité par décantation secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés « lisier centrifugé traité décanté » et « effluent épuré ») ;
- une fosse de stockage du lisier centrifugé traité décanté ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement doit traiter une partie du lisier produit annuellement par l'élevage ci-dessus, à savoir : 6159 m<sup>3</sup> de lisier brut correspondant à 25 220 kg d'azote organique, le reste des déjections correspondant à 8 694 kg d'azote organique est produit via le système TRAC.

6.2. - Les inspecteurs des installations classées ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

6.3. - Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, sont placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du lisier centrifugé traité décanté produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit ;
- un système d'enregistrement pour comptabiliser le volume de lisier brut restant à épandre ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

6.4. - Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

6.5. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières sont effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole doit être communiquée au service des installations classées.

#### 6.6. - Débits et flux de pollution

##### 6.6.1 - entrant dans la centrifugeuse

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	7 021 m <sup>3</sup> (6250 m <sup>3</sup> EARL VINCENT + 770 m <sup>3</sup> EARL GERARD)	19,23 m <sup>3</sup>
N Global	30 559 kg	83,72 kg
P2O5	18 560 kg	50,85 kg
M.E.S.	245 729 kg	

Lisier traité décanté	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	457 m <sup>3</sup>	1,25 m <sup>3</sup>
N Global	5 830 kg	15,97 kg
P2O5	2 536 kg	6,95 kg
M.E.S.	45 173 kg	

##### 6.6.2 - entrant dans le réacteur biologique

Lisier centrifugé	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	6 140 m <sup>3</sup>	16,82 m <sup>3</sup>
N Global	25 563 kg	70,03 kg
P2O5	3 849 kg	10,55 kg
M.E.S.	53 080 kg	

#### 6.7. - Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits

##### 6.7.1 - coproduits à transférer

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Tonnage	748 t	2,05 t
N Global	8 369 kg	22,93 kg
P2O5	16 877 kg	46,24 kg

### 6.7.2 - coproduits à épandre

Lisier centrifugé	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	590 m3	1,62 m3
N Global	2 456 kg	6,73 kg
P2O5	370 kg	1,01 kg

Effluent peu chargé	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	5 253 m3	14,39 m3
N Global	1 839 kg	5,04 kg
P2O5	1 313 kg	3,6 kg

### 6.8. - Autosurveillance

#### 6.8.1 - Suivi

On entend par « autosurveillance », la surveillance réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. À la demande de l'inspection, l'exploitant est tenu de fournir toutes les données gérées et détenues par l'assistance technique et si nécessaire les faire imprimer sur support papier ou sous un support numérique le cas échéant.

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- relevé du volume de lisier traité décanté entrant dans la centrifugeuse ;
- relevé du volume de lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur.

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de lisier centrifugé traité décanté produit ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ...).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides NH<sub>4</sub>/NO<sub>3</sub> sont réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire est suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides sont consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

#### 6.8.2 - Bilan de l'autosurveillance

Un bilan annuel de l'autosurveillance est réalisé par l'exploitant lui-même ou par plusieurs prestataires techniques selon le choix de l'exploitant. Cette validation de l'autosurveillance consiste à :

- effectuer un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de la totalité des ouvrages de stockage et de traitement, des vannes, canalisations aériennes ou enterrées ;
- effectuer un contrôle des débitmètres à l'aide d'un débitmètre à effet Doppler ou par contrôle des niveaux de marnage en fosse ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement des alarmes de la station de traitement et du dispositif d'irrigation ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement et de l'intégrité du dispositif d'irrigation ;
- produire une synthèse annuelle du fonctionnement de la station à partir des bilans matières et des analyses réalisées.

Les rapports des organismes tiers détaillant les points contrôlés, les conclusions de cette autosurveillance et les opérations éventuelles de maintenance sont conservés par l'exploitant.

### 6.9. - Autosurveillance : bilan matière

6.9.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes du lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;

- un bilan des volumes du lisier traité décanté entrant dans la centrifugeuse ;
- un bilan des volumes du lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- un bilan des volumes des différents coproduits ;
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K2O). L'échantillon est représentatif du lisier (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse du lisier centrifugé (MES, NK, Pt, K2O) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K2O). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse du lisier centrifugé traité décanté (MES, NK, Pt, K2O). L'échantillon est prélevé dans la fosse de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K2O). L'échantillon est prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses sont réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Les échantillons prélevés sont représentatifs de la masse globale à analyser. Ils sont effectués après brassage ou mélange de plusieurs prélèvements élémentaires. Les échantillons constitués sont réfrigérés et acheminés au laboratoire sous 48 heures au maximum.

Les bilans sont adressés bimestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.

6.9.2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émet un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis est donné au terme de ces 6 mois.

6.9.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

#### 6.10. - Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant.

### **Article 7 : Prescriptions particulières en matière de stockage, de transfert et d'épandage des coproduits et lisiers bruts**

7.1. - Les lisiers bruts porcins sont stockés dans des fosses et pré-fosses d'un volume de 3184 m<sup>3</sup>.

7.2. - Les résidus organiques sont stockés dans un local couvert de 104 m<sup>2</sup>.

7.3. - Le lisier centrifugé est stocké dans une fosse de 445 m<sup>3</sup>.

7.4. - les boues en recirculation sont stockées dans une fosse de 1400 m<sup>3</sup>.

7.5. - L'effluent épuré est stocké dans une lagune de 3500 m<sup>3</sup>.

7.6. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisier centrifugé traité décanté, effluent épuré) et le réacteur biologique de 363 m<sup>3</sup> doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

7.7. - L'effluent épuré est utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins ;
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls) ;
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

L'exploitant est tenu d'installer et d'assurer le fonctionnement de dispositifs d'arrêt automatique de sécurité au niveau du système d'irrigation de l'effluent épuré.

7.8. - Les épandages de lisiers bruts et de coproduits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré sont consignés dans un cahier d'épandage conformément aux plans et données techniques annexés. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.

7.9. - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise n'est pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

7.10. - Le transport des lisiers bruts, des coproduits et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage.

## **Article 8 : Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement**

8.1. - L'unité de traitement est déjà construite et en fonctionnement en ce qui concerne le réacteur biologique. La mise en service de la centrifugeuse ainsi que les modifications à apporter à l'unité de traitement, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, doivent être réalisées dès la mise en œuvre du projet.

8.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des coproduits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage sont réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

## **Article 9 : Prescriptions particulières relatives à la sécurité**

9.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

9.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, doit être installé à proximité d'une issue.

9.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, doivent répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

9.4. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

L'exploitant peut faire valider par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie. A défaut et sauf préconisation plus contraignante du SDIS, les moyens réglementaires repris ci-dessus doivent être installés.

Dans tous les cas, la défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

## **Article 10 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages**

L'exploitant est autorisé à prélever par forage prévu sur la parcelle cadastrée ZE n°104), un volume annuel brut de : 12 923 m<sup>3</sup>. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux.

Ce forage doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé.
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 31 mars et au 1er novembre.
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe.

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures (en zone littorale uniquement), ammoniac, nitrates et bactériologie (E.Coli et Entérocoques). Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

## **Article 11 : Dérogation aux niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles MTD**

11.1. - Conformément à l'article R. 515-68 du code de l'environnement, l'exploitant a notifié son besoin de disposer d'une dérogation par rapport aux MTD, applicables le 21 février 2021. La procédure de dérogation doit être utilisée pour les cas où les niveaux d'émissions associés à la MTD ne sont pas atteignables ou lorsque l'atteinte de ces niveaux d'émission entraînerait une hausse des coûts disproportionnée par rapport aux bénéfices environnementaux. Les raisons ayant conduit à l'application de la dérogation et la justification des prescriptions imposées sont visées via le rapport de l'inspection.

11.2. - Une dérogation est accordée concernant les émissions atmosphériques d'ammoniac générées dans les bâtiments de gestantes-verraterie et de post-sevrage.

Considérant que l'exploitation, par son projet, relève nouvellement de la directive IED, les niveaux d'émission associés à la MTD 30 pour les post-sevrage sont de 0,53kg NH<sub>3</sub> / place / an, respectivement. Pour les bâtiments de post-sevrage existants et en projet, une sur-émission de 163 kg NH<sub>3</sub> / an est calculée.

La dérogation est accordée jusqu'à la prochaine révision du document de référence (BREF) ; l'application de ces dispositions donne lieu à une réévaluation lors de chaque réexamen.

11.3. - La mise en œuvre de MTD consistera à choisir des techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

La mise en place de la technique des lisiers flottants devra être effective sur le bâtiment en projet, en raison d'un rapport coût/efficacité favorable. Il permettra de réduire l'émissions atmosphérique d'ammoniac par porc produit. Les couvertures des fosses de stockage prévues au dossier devront être mises en place, elles permettront de réduire l'émission atmosphérique d'ammoniac. L'alimentation multiphase, distribuée à tous les porcs, permet une réduction des rejets azotés et phosphorés.

11.4. - Dans tous les cas, l'obtention d'une dérogation ne dispense pas l'exploitant de mettre en œuvre une technique ou une combinaison de techniques de prévention et/ou de réduction des émissions la plus

pertinente vis-à-vis des performances environnementales et des caractéristiques technico-économiques visant à se rapprocher des niveaux d'émission associés aux MTD.

11.5. - Par ailleurs, l'obtention de cette dérogation au titre de l'article R. 515-68 du code de l'environnement ne vaut pas dérogation à une disposition relevant d'un autre chapitre de la directive IED ou de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 applicable à l'installation.

## **Article 12 : Dispositions communes**

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## **Article 13 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Goudelin pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Goudelin pendant minimum un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture 4 mois minimum.

## **Article 14 : Délais et voie de recours**

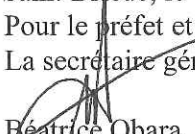
La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérécourse citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **Article 15 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, la sous-préfète de Guingamp, le maire de Goudelin et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Bringolo, Gomenech, Lannebert, Lanvallon, Pléguien, Plélo, Tréguidel, Tressignaux .

Saint-Brieuc, le  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,  
  
Béatrice Obara

**- 7 FEV. 2020**